

# SN 2898/13

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2012-2013

---

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 25 juillet 2013

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
le 25 juillet 2013

## TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Projet de décision du Conseil** modifiant et prorogeant la décision 2010/576/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 8 juillet 2013 (11.07)  
(OR. en)**

**SN 2898/13**

**LIMITE**

---

**Objet:**            **Projet de décision du Conseil modifiant et prorogeant la décision 2010/576/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)**

---

**DÉCISION 2013/xxx/PESC DU CONSEIL**

**du [xxx]**

**modifiant et prorogeant la décision 2010/576/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 28, son article 42, paragraphe 4, et son article 43, paragraphe 2,

vu la proposition de la Haut représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

Considérant ce qui suit:

- (1) Le 23 septembre 2010, le Conseil a adopté la décision 2010/576/PESC relative à la mission de police de l'Union européenne menée dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et son interface avec la justice en République démocratique du Congo (EUPOL RD Congo)<sup>1</sup>, modifiée en dernier lieu par la décision 2012/514/PESC<sup>2</sup>. Le mandat de l'EUPOL RD Congo expire le 30 septembre 2013.
- (2) Il convient de proroger l'EUPOL RD Congo jusqu'au 30 septembre 2014.
- (3) L'EUPOL RD Congo sera menée dans le contexte d'une situation susceptible de se détériorer et de compromettre la réalisation des objectifs de l'action extérieure de l'Union énoncés à l'article 21 du traité,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

La décision 2010/576/PESC est modifiée comme suit:

- (1) À l'article 6, le paragraphe 1 bis suivant est ajouté:

"1 bis Le chef de la mission est le représentant de la mission. Le chef de la mission peut déléguer des tâches de gestion concernant le personnel et les questions financières aux agents de la mission, sous son entière responsabilité."

- (2) À l'article 6, le paragraphe 4 est supprimé.
- (3) À l'article 8, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

---

<sup>1</sup> JO L 254 du 29.9.2010, p. 33.

<sup>2</sup> JO L 257 du 25.9.2012, p. 18.

"Les conditions d'emploi, ainsi que les droits et obligations du personnel international et local, figurent dans les contrats conclus entre l'EUPOL RD Congo et les membres du personnel concernés."

(4) Le nouvel article 13 bis suivant est ajouté:

"Article 13 bis

*Dispositions légales*

L'EUPOL RD Congo est habilitée à acheter des services et des fournitures, à conclure des contrats et des arrangements administratifs, à employer du personnel, à détenir des comptes bancaires, à acquérir et à aliéner des biens et à liquider son passif, ainsi qu'à ester en justice, dans la mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision."

(5) L'article 14 est remplacé par le texte suivant:

"Article 14

Dispositions financières

1. Le montant de référence financière destiné à couvrir les dépenses liées à la mission pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2010 au 30 septembre 2011 s'élève à 6 430 000 EUR.

Le montant de référence financière destiné à couvrir les dépenses liées à la mission pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2011 au 30 septembre 2012 s'élève à 7 150 000 EUR.

Le montant de référence financière destiné à couvrir les dépenses liées à la mission pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2012 au 30 septembre 2013 s'élève à 6 750 000 EUR.

Le montant de référence financière destiné à couvrir les dépenses liées à la mission pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2013 au 30 septembre 2014 s'élève à [XXX] EUR.

2. L'ensemble des dépenses est géré conformément aux procédures et règles applicables au budget général de l'Union. Les ressortissants des États tiers sont autorisés à soumissionner. Sous réserve d'approbation par la Commission, la mission peut conclure avec des États membres de l'UE, des États tiers participants et d'autres acteurs internationaux des accords techniques portant sur la fourniture d'équipements, de services et de locaux à l'EUPOL RD Congo.
4. L'EUPOL RD Congo est responsable de l'exécution de son budget. À cette fin, la mission signe un accord avec la Commission.
5. L'EUPOL RD Congo est responsable de toute réclamation et obligation découlant de l'exécution du mandat à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013, à l'exception de toute réclamation liée à une faute grave commise par le chef de la mission, dont celui-ci assume la responsabilité.
6. Les dispositions financières prennent en compte la chaîne de commandement telle qu'elle est prévue aux articles 5, 6 et 9 et les besoins opérationnels de l'EUPOL RD Congo, y compris la compatibilité du matériel et l'interopérabilité de ses équipes.
7. Les dépenses sont éligibles à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente décision."

7) À l'article 18, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

"Elle est applicable du 1<sup>er</sup> octobre 2010 au 30 septembre 2014."

*Article 2*

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Elle s'applique à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013.

Fait à Bruxelles, le

*Par le Conseil*

*Le président*

---